

DÉPARTEMENT de L'ISÈRE

Arrondissement de LA TOUR DU PIN
Canton de CHARVIEU-CHAVAGNEUXHÔTEL DE VILLE
de
CHARVIEU-CHAVAGNEUX

**Arrêté permanent n°188/2023
Portant réglementation sur le
stationnement des Poids-Lourds de
Transport de Matières Dangereuses**

TOUTE LA COMMUNE

Le Maire de la Commune de CHARVIEU-CHAVAGNEUX (ISERE),

VU les pouvoirs de police du maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment l'article R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-10, L.325-1 à L.325-3, ainsi que les arrêtés ministériels qui s'y rapportent.

VU l'Arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres.

VU l'Arrêté du 21 septembre 2017 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres.

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

CONSIDÉRANT qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers, à la commodité de l'utilisation de la voie publique et à la protection de l'environnement et de la tranquillité publique

CONSIDÉRANT qu'il convient de réglementer le stationnement des Poids-Lourds de **Transport de Matières Dangereuses** sur l'ensemble de la commune de CHARVIEU-CHAVAGNEUX

CONSIDÉRANT que le stationnement de Poids-Lourd de **Transport de Matière Dangereuses** peut présenter un danger grave pour la sécurité des habitants et des usagers de la route sur le territoire d'une commune.

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer l'ordre, la sureté et la sécurité publique, notamment en ce qui concerne la commodité de passage dans les rues, chemins, parkings et places publiques, et de manière plus générale de prescrire toute mesure utile pour éviter les accidents.

CONSIDÉRANT que les places de stationnement sont positionnées de manière à garantir la sécurité des usagers ainsi qu'à définir des espaces précis pour ne pas encombrer le domaine public, et que le stationnement est un facteur d'incident et d'accidents nuisant à l'ordre public.

ARRÊTE

Article 1

Le stationnement des Poids-Lourds de **Transport de Matières Dangereuses** en dehors des zones matérialisées est interdit sur TOUTE LA COMMUNE. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route.

Article 2

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière sera fournie, mise en place et entretenue par la commune de CHARVIEU-CHAVAGNEUX, à partir de chaque panneau d'entrée d'agglomération.

Article 3

Sera considéré comme zone de stationnement toute zone désignée par un marquage au sol qu'il soit physique ou peint, ou par une signalisation verticale.

Article 4

Tout Poids-Lourds de **Transport de Matières Dangereuses** en infraction et considéré comme gênant pourra être verbalisé et mis en fourrière conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5

Conformément à l'article R421-1 du code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 6

Le présent arrêté abroge et remplace toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7

Le conseiller départemental de l'Isère et Maire de la commune de Charvieu-Chavagneux, Monsieur le commandant de la Brigade de Gendarmerie de PONT-DE-CHERUY, et la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Charvieu-Chavagneux, le 22/11/2023

Le Maire,

Gérard DEZEMPTE,
Conseiller départemental de l'Isère

DIFFUSION:

- Mairie
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Pont-de-Chéruy
- Les Services Techniques
- La Police municipale

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.